

Octobre 2025, la mobilisation s'intensifie pour l'insertion par l'activité économique et les chantiers d'insertion !

CHANTIER école se mobilise pour préserver l'insertion par l'activité économique, un secteur créateur d'emplois, de compétences, et qui donne une seconde chance !

Les menaces sont historiques et la bataille budgétaire est rude face au risque de sacrifice des capacités d'agir des acteurs de l'IAE. Le Projet de Loi de Finances 2026 présente comme des économies des mesures qui, si elles se confirment, conduiront à des pertes d'emplois non délocalisables, des impossibilités de recrutement de nouveaux parcours d'insertion, des fermetures de structures uniques dans le paysage économique, et à la destruction d'un tissu productif local.

Le 11 octobre, CHANTIER école répondait à l'appel du Mouvement Associatif pour alerter sur la situation des associations en France : ça ne tient plus ! Les associations, qui œuvrent en France pour la cohésion sociale, la solidarité, améliorent la vie quotidienne sont en danger et appellent le gouvernement à protéger le trésor national qu'est le tissu associatif français.

Cette alerte, nous l'avons émise en ajoutant la diffusion des résultats de l'enquête réalisée cet été sur la situation financière des ateliers et chantiers d'insertion.

Le 13 octobre, le réseau CHANTIER école se trouvait à l'Assemblée nationale au côté d'autres réseaux et d'entreprises à l'occasion du colloque organisé par le député Stéphane Viry. Plusieurs points majeurs ont été évoqués, parmi lesquels les solutions à mettre en œuvre pour ne laisser personne à l'écart, et la nécessité de travailler à l'inclusion des salariés en parcours dans les entreprises.

Le 17 octobre, vous vous êtes mobilisés pour bloquer symboliquement les recrutements et écrire au Premier Ministre, au Ministre du Travail aux élus et représentants des collectivités afin d'alerter : que se passera t'il si nous disparaissions ?

A St Brieuc le 17 octobre, 300 personnes ont été réunies par la Fédération des Acteurs de la Solidarité et CHANTIER école Bretagne. Salariés permanents et en parcours se sont rassemblés pour bloquer la place de la mairie, pour protester contre les coupes budgétaires que subissent les structures et qui pénalisent les personnes en situation de précarité accompagnées. Les réseaux ont été reçus par le maire de St Brieuc et l'agglomération de St Brieuc, le président du conseil

119-121 rue Damrémont • 75018 PARIS • www.chantierecole.org

départemental des Côtes d'Armor, le directeur du cabinet du préfet et la directrice de la DEETS. Alexandre Wolff, directeur national du réseau, s'est rendu sur place aux côtés de Damien Prod'homme, délégué régional et Laurent Pierret, président de CHANTIER école Bretagne.

Mardi 21 octobre, le président David HORIOT, accompagné du directeur Alexandre Wolff et de la chargée de communication Mathilde Wattecamps de CHANTIER école ont été reçus par la conseillère sociale de l'Elysée, Bénédicte Legrand-Jung, à la suite de la diffusion de notre enquête et de la mobilisation du 17/10 alertant sur la situation des ateliers et chantiers d'insertion.

Après avoir rappelé l'engagement du président de la République sur le Pacte d'Ambition IAE et l'incompréhensible retour en arrière en cours, nous avons dépeint les menaces que fait peser le projet de loi de finances sur les structures d'insertion. Nous avons souligné l'incohérence de vouloir faire des économies sur un secteur qui emploie des personnes en situation d'exclusion. L'accompagnement de ces personnes employées allège de dépenses de santé et de protection sociale engagées lorsque les personnes sont exclues. Les entreprises sociales apprenantes payent des charges, consomment et investissent localement, tout comme les salariés employés.

Mercredi 22 octobre, direction Matignon pour le réseau CHANTIER école ! Toujours suite à la mobilisation du 17 octobre et à la diffusion des résultats de l'enquête sur les difficultés des structures, nous avons échangé avec Julie Leroy, Conseillère Travail, Emploi et Formation au Cabinet du Premier ministre. La conseillère, attentive aux alertes, nous a confirmé que les arbitrages seraient rudes. Nos mobilisations parlementaires n'en sont que plus importantes.

L'après-midi, David Horiot s'est exprimé au nom des 10 réseaux du collectif IAE lors de la conférence de presse organisée par Benoit Hamon, président d'ESS France, réunissant les représentants de 5 réseaux (ESS France, Collectif Alerte, Le Collectif IAE, Le Mouvement associatif et l'UDES). La presse était là pour revenir sur les conséquences du projet de loi de finances 2026 notamment pour les plus précaires, représentant en France 9,8 millions de personnes.

Jeudi 23 octobre, David Horiot a représenté le réseau à un échange organisé par le député Stéphane Viry entre les réseaux de l'IAE, le SyNESI et plusieurs député.es notamment sur le projet de loi de finance pour défendre nos propositions d'amendements :

- la préservation du budget IAE , sur la base du budget 2024 revalorisé du SMIC pour maintenir 100 000 ETP dans les SIAE, afin de répondre aux besoins en poste des structures d'insertion et surtout des salariés qu'elles accompagnent. ;
- le maintien des moyens alloués à la formation, car l'investissement dans la formation est non seulement un bénéfice indéniable pour les personnes accompagnées, mais elle l'est aussi pour les employeurs des territoires, notamment dans les secteurs en tension.
- le maintien du budget du FDI, indispensable au soutien des SIAE, dans la période d'incertitude budgétaire que nous connaissons.

Et pour novembre ?

Le réseau au sein du collectif IAE a un rendez-vous à venir avec le Ministre du Travail, ainsi qu'avec la DGEFP le 5 novembre.

Face à l'inquiétude, comment agir ?

Nous avons besoin de vous à nos côtés !

Continuez à écrire à vos élus, vos parlementaires pour leur démontrer l'incroyable richesse que constituent les ateliers et chantiers d'insertion, envoyez nos amendements. Il est primordial de démontrer la richesse que nous constituons pour les territoires, une richesse au service des citoyens.

Invitez les parlementaires à visiter vos structures, afin qu'ils comprennent combien vos activités sont créatrices de valeurs et de lien social !

Diminuer le soutien financier à ceux qui accompagnent les plus éloignés de l'emploi est une vision à très court terme ; quels effets demain pour les personnes privées d'accompagnement, comme pour notre société, dans quelques années ? Cette mobilisation, elle est pour protéger l'IAE, un trésor pour la cohésion sociale et la transition écologique qui existe depuis 40 ans.

Le président David HORIOT tient à remercier tous celles et ceux qui nous ont reçus afin de nous entendre sur les difficultés que vous rencontrez et la situation dans laquelle vous allez être plongés si le budget restait tel qu'il est.

Un remerciement spécial est apporté au député Stéphane VIRY qui est engagé avec conviction à nos côtés dans une démarche transpartisane afin de porter nos amendements, qui permettront d'éviter un plan de licenciement massif et la fermeture de structure, mais surtout d'accompagner des personnes afin de les préparer à un retour à l'emploi dans les meilleures conditions.

Le combat va continuer et nous allons le mener pour vous et avec vous afin de préserver l'emploi, agir sur les territoires, faciliter le recrutement des entreprises et donner de la dignité aux personnes qui ont besoin d'être accompagnées.